

Cherche profs AESI d'urgence

ENSEIGNEMENT

Le métier d'enseignant n'attire plus. Les écoles secondaires peinent à trouver des profs, remplaçants ou pas ; des cours ne sont pas donnés. Le bilan à l'occasion de la rentrée.

Si le problème de pénurie de professeurs n'est pas neuf, la situation ne va pas aller en s'améliorant cette année quand on regarde les chiffres de fréquentation des hautes écoles de la province qui forment les futurs enseignants AESI (agrégation de l'enseignement secondaire inférieur) et les instituteurs.

Nous avons fait le tour des hautes écoles des deux réseaux. Le constat est identique : le métier de professeur d'éducation physique attire les jeunes, tant les garçons que les filles, mais du côté des autres matières (sciences, math, français et langues), ce n'est guère folichon. Il y a un léger mieux du côté des langues germaniques cette année, mais c'est insuffisant pour faire face à la demande des écoles secondaires.

Nous avons interrogé des représentants des directions d'écoles du libre et de

l'officiel et, là aussi, la difficulté de recruter des bacheliers pour remplacer des malades est criante.

Pourquoi le métier n'attire-t-il pas (plus) les jeunes ?

Il y a le problème de la motivation. Si des étudiants choisissent le métier en sortant d'humanités, d'autres le considèrent comme une filière de relégation. Et puis, il y a l'image de marque. Il nous revient que des professeurs eux-mêmes encouragent leurs élèves brillants à opter pour un autre métier qu'enseignant parce qu'ils « ont les capacités pour viser plus haut » !

La moitié des jeunes arrêtent le métier au cours des 5 premières années

Et puis, il y a ces stéréotypes qui ont la vie dure : « c'est un métier de fainéants ». Il y a aussi les charges parfois dures de parents ou d'élèves dans des réseaux sociaux.

Enfin, la moitié des jeunes profs, découragés, arrêtent le métier après 5 ans.

Ce sont là des constats faits par des acteurs de terrains. Des facteurs, et il y en a d'autres, qui expliquent le peu d'engouement pour la profession, à l'exception de l'éducation physique qui ouvre d'autres perspectives que l'enseignement : job à l'Adeps, coach sportif, etc.

Quelles sont les solutions ? Faire plus de pub pour ces métiers dans les salles de cinéma ou dans les endroits fréquentés par les jeunes comme le fait la Défense ? On constate, nous dit-on, que la ministre de l'Éducation précédente avait mis des moyens dans une telle campagne, mais pas la ministre actuelle, M^{me} Désir.

Allonger les études ?

Faut-il accélérer les choses pour faire passer ces études de 3 à 4 ans pour permettre de les valoriser ? Non seule-



Les professeurs en AESI rêvent d'avoir des classes aussi peuplées que celle-ci, comme c'est le cas pour les formations en éducation physique.

ment l'enseignant gagnerait plus d'argent, mais il serait mieux formé. C'est le cas en France et en Allemagne.

Enseignants et directions d'écoles sont quasi unanimes pour dire oui ; mais ils le sont tout autant pour s'interroger sur les moyens supplémentaires que cette réforme va exiger pour une FWB déjà sur le fil financier...

Et puis, nous dit un directeur d'école secondaire, il y a ces réformes qui arrivent un peu comme les carabinières d'Offenbach. C'est le cas du décret des titres et fonctions. Jusque voici quelques années, avant ce décret donc, un professeur de sciences pouvait donner des heures d'informatique au cycle inférieur ; un prof de français donnait de la religion pour compléter son horaire, etc. Les syndicats, nous dit-on encore, avaient

réclamé que les enseignants ne puissent plus être des couteaux suisses et soient habilités à ne donner cours que dans les matières pour lesquelles ils avaient été formés. « Cela se justifiait sans doute à une époque où il y avait encore des enseignants en suffisance ; mais quand la réforme est arrivée, les contingences avaient changé ! », explique ce directeur. En période de pénurie, ce serait plus simple de permettre à des enseignants de donner plusieurs matières. Et puisqu'on ne fera pas machine arrière, pourquoi ne pas assouplir ce décret, le temps de passer le cap de cette pénurie ? », demande encore le directeur.

On le voit, le problème est complexe.

Parole maintenant (lire ci-contre) aux directions des hautes écoles et établissements du secondaire des deux réseaux.



Il y a moins de 10 étudiants par classe en AESI en 1^{re} année. Combien seront diplômés ?



HAUTE ÉCOLE ROBERT SCHUMAN À VIRTON

CÉCILY CHAMPION, DIRECTRICE

« Il faudrait 4 fois plus d'étudiants pour répondre à la demande »

Cécily Champion, directrice de la haute école Robert Schuman à Virton, décrit une situation où d'année en année, trop peu d'étudiants s'inscrivent en AESI (agrégation de l'enseignement secondaire inférieur), sauf dans la section éducation physique.

M^{me} Champion, quelle est la situation en 1^{re} année, dix jours après la rentrée ?

Il y a réellement une pénurie d'étudiants en AESI. On en compte entre 4 et 5 sauf en éducation physique où ils sont beaucoup plus nombreux. Sans doute parce qu'ils peuvent valoriser leur diplôme aussi ailleurs que dans l'enseignement (coaches, Adeps, etc.).

Et cela signifie qu'à la sortie, justement, ils sont très peu de diplômés ; en tout cas pas assez pour répondre à la demande en secondaire ?

Exactement. Nous avons de nombreuses demandes des directions d'écoles du secondaire, mais nous ne pouvons pas y faire face. Tenez, cette année, en section mathématique, nous avons quatre étudiants en 3^e année. Pour répondre à la demande, il nous en faudrait quatre fois plus. Mais bon, c'est plus compliqué pour une école de la province de les attirer, parce que les jeunes préfèrent les villes plus attrayantes et plus animées que nos campagnes...

Quels sont les profils les plus recherchés par les écoles secondaires ?

Toutes les matières : math, sciences, français et même les sciences humaines comme EDM. Toutes les écoles, même les plus petites, sont à la recherche de remplaçants en cours d'année.

Quels sont les départements qui ne sont pas en pénurie dans votre école alors ?

Nous avons une grosse cohorte d'éducateurs spécialisés. Les sections instits pour le maternel et le primaire ne sont pas mal non plus ; malgré cela, il y a toujours pénurie d'instituteurs. Les directions d'écoles primaires ont encore du mal à en trouver malgré le fait qu'on en diplôme quelques dizaines par an.

Pourquoi les AESI n'attirent-ils pas plus de jeunes à votre avis ?

L'enseignement n'a pas bonne presse et on peut le déplorer parce que c'est un métier magnifique. Les stéréotypes ont la vie dure. Et puis le métier n'est pas facile. La moitié des professeurs abandonnent le métier après les 5 premières années.

Que faudrait-il faire ? Allonger les études et passer de 3 à 4 ans, comme c'est prévu ?

Oui, je le pense ; mais cela semble caler pour des raisons budgétaires. Les pays limitrophes sont déjà à 4 ou 5 ans pour ce type d'études.

Vous savez que la grille de formation de nos AESI est figée depuis l'an 2000 ? Cela fait 21 ans que rien n'a bougé. Passer de 3 à 4 ans pour permettre la mastérisation de la formation est une excellente chose. Une fois cela acquis, les diplômés pourront, après 5 ans de terrain, d'ancienneté, faire une 5^e année de master.

Quelle est la répartition filles-garçons en AESI ?

Elle est de 60 % de filles ; à part en éducation physique où la majorité des étudiants sont des garçons.

Quel est le taux de réussite au terme des 3 ans d'études ?

Entre 60 et 70 % de nos étudiants réussissent sans redoubler. Cela tient au fait qu'une des valeurs de notre école, c'est la proximité avec nos étudiants.

INTERVIEW : PHILIPPE CARROZZA

HENALLUX

ALAIN BULTOT, DIRECTEUR F.F. BASTOGNE

« On ne peut même plus remplacer tous les professeurs AESI qui partent à la retraite »

Alain Bultot est le directeur du domaine pédagogique d'Henallux et en même temps directeur f.f. de la section de Bastogne, en remplacement de la directrice, en maladie.

Pour lui, ce n'est pas allonger les études pour mieux payer les futurs diplômés qui va attirer des jeunes dans ces études AESI, mais bien leur accompagnement dans la vie socioprofessionnelle. Selon lui, on néglige l'entrée en fonction des jeunes profs qui, d'intérim en intérim, finissent par se décourager et arrêtent le métier.

M. Bultot, quelle est la situation à Bastogne chez les AESI ?

Dans toutes les sections en première année, nous avons moins de 10 étudiants. En français, c'est encore pire car nous n'avons que quatre inscrits en première année. Et, en troisième année, ils ne sont que trois. Donc, en juin, nous n'allons diplômer que trois étudiants AESI en français ! Il en faudrait beaucoup, beaucoup plus. On est loin de pouvoir faire face au remplacement des professeurs qui partent à la retraite. Cette situation n'est pas

propre à la province. On constate que l'éducation physique attire énormément, comme ailleurs. Je vois qu'à Bruxelles, la section assistant en psycho a une rentrée monstrueuse avec des centaines d'étudiants. Le régendat n'attire plus les jeunes.

Pourquoi à votre avis ?

C'est multifactoriel. Chez les instits, la motivation avancée par les étudiants c'est « j'aime travailler avec les enfants ». Par contre les AESI, eux, sont en face d'ados dont la gestion n'a plus rien à voir avec les générations de voicis 25 ou 30 ans. L'image d'un métier bien payé, avec un statut social, des congés, etc. a disparu. Le monde change et évolue et notre défi à Henallux, c'est de donner à nos étudiants une formation solide pour y répondre.

Passer de 3 à 4 ans, la solution ?

Après trois ans, nos étudiants sont bien formés. Pour moi, ce n'est pas la perspective d'un meilleur salaire qui motive le jeune, mais la qualité de vie en début de carrière. En général, ils commencent par des intérim de quelques heures pour une durée détermi-

née. Celui qui n'a pas d'auto et ne peut compter sur ses parents ne pourra emprunter à la banque vu sa situation instable. Il se déplace comment ? Puis, quand il trouve, il n'est pas toujours accueilli dans les meilleures conditions car les directions du secondaire sont accaparées par des tâches multiples et de plus en plus complexes. Seul face à une classe qui sait aussi qu'il n'est là que pour peu de temps, ce jeune remplaçant doit se débrouiller. Cela dure comme ça plusieurs mois. Sans perspective de s'installer dans la vie, il abandonne le métier après 2 ans ou plus.

Et c'est là que la réforme doit agir : accompagner et encadrer le jeune dès son entrée dans la vie socioprofessionnelle.

Quand cet allongement se fera-t-il ?

On parle de la rentrée de septembre de 2022 alors que le décret n'est même pas encore voté ! OK, on passe à 4 ans, mais avec quels barèmes pour les futurs profs ? On est incapable de le dire. Et puis, ce sont des coûts pour les familles et du travail en plus pour l'étu-

diant. Ce n'est déjà pas facile de les attirer avec 3 ans, mais alors pourquoi choisir ce métier si cela passe à 4 ? Compliqué de mettre quelque chose en place dans ces conditions. Les politiques marchent sur la tête.

Vous craignez que cela fasse encore reculer le nombre d'inscrits en 1^{re} année ?

Oui, si je regarde ce qui s'est passé dans les écoles d'infirmiers. Quand on a allongé les études, il y a eu une baisse des inscrits pendant 3 ou 4 ans avant de se régulariser. Cela risque d'arriver ici aussi, avec pour effet une pénurie accrue de régents. Nos politiques doivent repenser les conditions de travail des jeunes diplômés, ainsi que leur recrutement et leur accueil. Il y a un très gros travail d'accompagnement qui doit se faire, comme c'est le cas dans le privé. Vous en connaissez beaucoup, vous, des patrons qui mettent une machine complexe dans les mains d'une jeune recrue sortie de l'école ? Cela n'existe pas. Le jeune est accompagné et formé en entreprise avant d'être lancé seul.

INTERVIEW : PHILIPPE CARROZZA